



Déclaration préalable de la FSU au CDEN du 8 novembre 2011.

La crise systémique qui touche depuis 2008 les économies capitalistes est bien la résultante de choix politiques et idéologiques qui prônent la supériorité du marché en plaçant les états sous leur emprise. La réponse des états aux crises successives est toujours la même : rassurer les marchés en transformant des dettes privées en dettes publiques et en faisant payer les peuples par des politiques d'austérité. Non seulement ces politiques ne rassurent pas les dits marchés qui craignent la récession, mais

elles ont en plus pour conséquences les privatisations forcées, les coupes dans les dépenses sociales, de santé, d'éducation...comme l'illustre le nouveau plan de rigueur du gouvernement français. Dans cette économie libérale, 80% des capitaux mondiaux recherchent les investissements à court terme pour des gains immédiats et ignorent l'économie réelle. Les salariés deviennent variables d'ajustement : CDD, temps partiel, flexibilité, licenciements économiques... Cette précarité généralisée, ce chômage, résultats des politiques menées par les membres du G20, sont utilisés pour justifier les politiques de démolition des acquis sociaux. Depuis plus de 30 ans que les politiques libérales s'appliquent, le chômage dans le Nord et l'exploitation des populations dans le Sud n'ont cessé d'augmenter comme l'illustre la présence de demandeurs d'asile sous le pont de Paris à Beauvais.

Dans l'Oise, les salariés, qui sont aussi nos parents d'élèves, sont de plus en plus touchés par le chômage, qu'ils soient salariés victimes de licenciements financiers de grandes entreprises (Continental , Still), ou salariés des multiples PME en grandes difficultés car lâchées par les banques en quête de recapitalisation pour plus de profits financiers.

Dans ce contexte, alors que plus de 40% des moins de 25 ans issus des quartiers d'exclusions sociales connaissent le chômage, l'avenir des jeunes est un enjeu de société majeur et interroge le projet éducatif porté par le pays. A ce sujet, nous avons bénéficié ses derniers temps dans l'Oise de visites de haut niveau pour promouvoir des choix sécuritaires et répressifs (dispositif Clair devenus Eclair), des dispositifs vitrines (internat d'excellence de Noyon) l'orientation précoce vers l'apprentissage dès le collège, les partenariats de recherche public/privé. La prévention, les filières technologiques et professionnelles, la recherche fondamentale, la lutte contre le déterminisme social et donc scolaire font les frais de ces choix. Mais surtout, ils marquent l'abandon d'une ambition collective pour tous.

La RGPP (avec le un sur deux dans la fonction publique) est plus que jamais d'actualité, Les conséquences de cette politique (-56000 postes dans l'éducation en 4 ans) conduisent à une dégradation sans précédent du service public, dans un contexte de réformes combattues de la maternelle à l'université.

En France, à cette rentrée 2011, ce sont 16 000 postes supprimés pour 62 000 élèves en plus, alors que 14 000 nouvelles suppressions de postes sont programmées pour la rentrée 2012. Dans l'Oise également, cette rentrée 2011 est marquée par les suppressions de postes. Dans le second degré, 24 postes sont fermés dans les lycées de l'Oise pour 166 élèves en plus, 31 postes sont supprimés dans les lycées professionnels. Dans les collèges, l'accueil des 523 élèves en plus sans moyens supplémentaire se traduit par des moyennes d'effectifs élevées dans certaines divisions ; ainsi dans 32% des collèges de l'Oise, 21 établissements sur 66, les effectifs pour toutes les divisions d'un même niveau sont à 28 élèves ou plus.... Dans le premier degré, le département de l'Oise subit la fermeture de 11 postes alors que 179 élèves de plus sont scolarisés par rapport à l'année dernière. 9000 enseignants du primaire manquent ainsi à l'appel à cette rentrée en France où 1500 classes ont été fermées. Ces mauvaises conditions se traduisent par une augmentation constante des effectifs par classe, des conditions de travail dégradées pour les élèves et les personnels, le recours massifs aux emplois précaires , une explosion du nombre d'heures supplémentaires, la disparition de sections, d'options.

Nous subissons donc à cette rentrée un nouveau coup de rabot pour les missions au service de la réussite des élèves:

la suppression organisée des RASED,

la baisse de la scolarisation des enfants de moins de 3 ans, avec moins de 5% de la classe d'âge scolarisée dans l'Oise à cette rentrée,
la détérioration des conditions d'accueil des élèves avec la mise à mal de la vie scolaire, administrative, technique, sanitaire et sociale,
l'éducation prioritaire sacrifiée avec la mise en place des Eclair créant des zones de déréglementation et de relégation scolaire et sociale sur des bassins entiers tel celui de Creil,
les difficultés à assurer des remplacements de qualité dans des conditions acceptables,
l'asphyxie des mouvements d'éducation populaire, d'éducation nouvelle, et des associations d'éducation complémentaires de l'enseignement public,
la démolition de la formation initiale et continue des enseignants,
le découragement et la mise en difficulté des jeunes enseignants, ainsi que des élèves dont ils ont la charge,...

le développement de l'apprentissage dès 14 ans...alors que les écarts scolaires se creusent en défaveur des plus démunis, également premières victimes de la crise sociale.

A ce sujet, la FSU tient à attirer votre attention, Monsieur le Préfet, sur la situation d'élèves dont les parents sont sans papiers (comme à Méru) ou sur celle des jeunes majeurs scolarisés. Ces élèves doivent pouvoir poursuivre leurs études en France entourés de leurs familles.

Pour la FSU, c'est bien une transformation radicale des systèmes éducatifs à l'échelon européen qui est en cours. Il s'agit d'adapter l'école aux besoins des économies libérales en fournissant aux marchés des travailleurs précaires formés à un niveau minimum pour répondre aux exigences du dumping social. Pour le ministre de l'éducation, l'école doit fonctionner sur le modèle de l'entreprise. Aux qualifications et connaissances, il privilégie la mesure des compétences en enfermant les élèves dans les livrets à cases du socle commun, véritables outils du tri social. Nous dénonçons une posture idéologique contre l'égalitarisme auquel le ministère préfère la multiplication de solutions individuelles et la mise en concurrence du service public.

Quant aux personnels, les nouvelles modalités d'évaluation laissent une large part à l'appréciation du mérite, avec modulation de prime à la clé. Les projets de réforme du statut des personnels présentent le risque de dénaturer gravement leur mission de fonctionnaire du service public.

Les récentes élections dans la fonction publique d'état, présentées comme un rendez vous majeur de démocratie sociale, ont été le théâtre de dysfonctionnements graves. Tous les personnels n'ont pas pu voter en même temps comme à la Justice où les élections ont dû être reportées. Tous les agents n'ont pu être représentés normalement comme à l'Education Nationale où des dizaines de milliers de personnels ont été empêchés de voter, en particulier les plus précaires. Dans ce ministère, c'est au total une baisse de plus de 20 points de participation. Au plan national, la FSU demande au ministre de l'Education la mise en place d'une commission d'enquête administrative et s'adresse aux parlementaires pour la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire afin de faire toute la lumière sur la nature des dysfonctionnements lors de ces élections. La FSU Oise tient à remercier ici tous les personnels des services en charge de l'organisation de ces élections qui ont, dans des conditions difficiles, fait tout leur possible pour assurer la réussite des opérations.

Les résultats de ces élections confortent la FSU qui reste ainsi une force essentielle dans la Fonction publique pour représenter les personnels à tous les niveaux et porter leurs exigences. Avec eux, la FSU continuera à s'opposer à la dégradation des conditions de travail des élèves et des personnels. Pour la FSU, il s'agit, avec l'ensemble de la communauté éducative, d'exiger d'autres choix pour une école démocratique, ambitieuse et émancipatrice.